

IL ATTIRE L'ATTENTION SUR DES «TENTATIVES D'UN MODELAGE AUTORITAIRE DU CHAMP POLITIQUE»

Les avertissements du RCD

Le RCD met en garde contre les «tentations d'un modelage autoritaire du champ politique», qu'il dit déceler dans la nouvelle loi électorale dont le parti vient d'ailleurs de payer chèrement les frais de certaines dispositions en ne parvenant à présenter que treize listes électorales pour les élections législatives du 4 mai prochain.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Le secrétariat national du parti a, en effet, estimé, au bout de sa réunion mensuelle ordinaire, avant-hier, que si une telle opération venait à se produire, elle ne ferait «qu'approfondir la crise de confiance et de légitimité qui plombe l'action de l'Etat». Une opération face à laquelle le RCD dit opposer «son histoire et ses référents constitutifs qui plongent dans les réalités sociales de notre pays», en appelant à la «mobilisation du peuple algérien pour le recouvrement de sa souveraineté afin de bâtir une société de prospérité et de progrès». Evaluant l'opération de recueil des parrai-

nages aux prochaines élections législatives, le RCD soutient l'avoir engagée sur 25 wilayas où les structures ont pris l'engagement de se déployer pour ce faire. Mais c'était compter, regrette le secrétariat national du parti, sans «l'intrusion de l'argent sale et les entraves administratives comme l'exigence de l'utilisation d'un logiciel sans moyens ni formation», ce qui a fait que «nombre des listes du parti ont été rejetées sans possibilité de recours ou n'ont pu être déposées», payant ainsi et doublement les dispositions de la nouvelle loi électorale du fait qu'elle prend en référence le scrutin de 2012 que le parti a

précisément boycotté». Cela dit, cette opération qui n'a abouti qu'au niveau de quatre wilayas (Tlemcen, Saïda, Batna et Skikda) a permis le redéploiement du parti à travers le territoire national qui relève, selon le secrétariat national du RCD, «d'une réalité qui pave l'avenir».

A propos de la tripartite de lundi dernier dont, encore une fois, les syndicats autonomes sont exclus, le RCD y voit une «provocation» en ce sens, considère-t-il, que «ni le chômage galopant ni la hausse vertigineuse des prix des produits de base n'ont fait l'objet d'une quelconque communication, encore moins de mesures». Et de relever en outre que «rien ne semble faire décider le gouvernement à agir» et ce, dans tous les domaines d'activité, citant en exemple «le pourrissement qui s'installe dans de nombreux secteurs de l'université et



Photo : Samir Sid

Le parti de Belabbès appelle à la mobilisation du peuple algérien.

qui peut conduire, y compris, à l'irréparable».

Avec l'entame d'une grève de la faim des étudiants de la filière de médecine dentaire (Tizi-Ouzou, Blida, Annaba, Sétif,

Constantine, Oran et Sidi Bel Abbès) déjà en arrêt de cours depuis trois mois. Une affaire dont l'exécutif du RCD tient le ministère de l'Enseignement supérieur pour «seul responsable».

M. K.

MOUVEMENT ISLAH

Les appréhensions de Ghouini quant à une forte abstention

Le secrétaire général du mouvement Islah continue à exprimer ses appréhensions quant à une forte abstention qui pourrait émailler les prochaines élections législatives.

Fillali Ghouini, qui ne rate aucune de ses sorties publiques pour en parler, n'a pas manqué d'évoquer le sujet hier, à l'occasion d'une rencontre féminine organisée à Alger par le parti en marge de la Journée internationale des droits de la femme. Pour lui, tous les partenaires de ces élections, qu'ils soient les partis politiques ou les pouvoirs publics, doivent agir de concert pour ne serait-ce que diminuer ce fléau qui risque, selon lui,



Filali Ghouini, SG d'Islah.

de «déteindre sur la légitimité de l'Assemblée nationale qui sortira des élections législatives du 4 mai prochain».

Et d'expliquer «qu'une Assemblée forte dépend d'une participation forte et inversement», invitant les

candidats, notamment les femmes du parti dont une candidate pilote une des 34 listes qu'El Islah présente, à convaincre le plus grand nombre de citoyens à prendre part au scrutin législatif prochain. Pour le secré-

taire général du mouvement Islah, cette tendance lourde à l'abstention qu'il dit avoir constatée auprès de larges pans de la société est étroitement liée à une «crise de confiance entre le citoyen et les institutions, notamment celles élues». Et de plaider justement pour le rétablissement de ce «lien» qui ne saurait se matérialiser, estime-t-il, sans la transparence des élections, à commencer par celles des législatives du 4 mai prochain. Mais pas seulement puisque, ajoute Fillali, il y a également le profil des candidats, faisant l'éloge de son mouvement, «issus, dit-il, du peuple dont ils partagent les problèmes mais aussi et surtout les aspirations».

M. K.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'ANR maintient le même nombre de listes

L'Alliance nationale républicaine (ANR) ne déroge pas à la règle. Elle maintient le même nombre de circonscriptions électorales que celui des élections législatives de 2012. Une situation que son secrétaire général voit comme un signe de «stabilité».

Représentée dans trente-huit circonscriptions électorales dont trois à l'étranger, pour le prochain rendez-vous électoral, l'ANR enregistre ainsi une «stabilité» et concourt pour 73% des sièges parlementaires, selon son SG.

Intervenant hier à Alger, Belkacem Sahli précise que les listes présentées comptent 329 candidats dont 176 hommes et 156 femmes (46,5%). Parmi

eux figurent également sept députés. Des listes, souligne-t-il, dont la majorité est passée par l'opération de parrainage des électeurs.

Il rappelle, à l'occasion, l'importance qu'accorde son parti à la femme. La preuve, appuie-t-il, «sur la totalité de nos listes nous comptons 7 femmes têtes de liste. D'ailleurs, dans les wilayas de Mila, Souk-Ahras et Djelfa, les listes sont non seulement composées à plus de 60% de femmes mais aussi les têtes de listes sont des femmes».

Ces mêmes candidats, assure-t-il, sont à 85% universitaires dont 20% en post-graduation, et 13% d'entre eux ont un niveau secondaire.

Quant à leur âge, il précise que la tranche d'âge la plus dominante est

celle comprise entre 35 ans et 50 ans avant d'ajouter : «Le plus jeune de nos candidats est âgé de 25 ans et le plus âgé a 64 ans.»

S'agissant de la campagne électorale, le SG de l'ANR indique que le premier meeting de la campagne électorale de sa formation se tiendra au sud de la France et le tout dernier au nord de la France. Son programme, poursuit-il, sera axé notamment sur la concrétisation du consensus national et la préservation de la stabilité du pays.

Belkacem Sahli évoque, par ailleurs, les alliances parlementaires qui, selon lui, s'imposeront d'elles-mêmes après les élections législatives. «Il est question de former de grandes familles politiques pour la formation d'un gouvernement», dit-il.

R. N.

FORUM D'EL MOUDJAHID

Il y a 80 ans, le PPA

Le Forum du quotidien El Moudjahid a accueilli hier une cérémonie de commémoration du quatre-vingtième anniversaire de la création du Parti du peuple algérien (PPA) devenu par la suite le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Cette commémoration a eu lieu en hommage à cinq anciens dirigeants du parti dont Sid-Ali Abdelhamid, Zine-El-Abidine Mounji et l'ancien chef de gouvernement Bélaïd Abdesselam, tous les trois présents. Larbi Demagh Latrous et Abdelmalek Benhabylès étaient absents pour des raisons de santé. Il y a eu également la présence remarquée de l'historien Ali Haroun et de la moudjahida Louisette Ighilahriz.

Le professeur d'histoire Zoheir Ihaddadène s'est chargé de rappeler l'historique de la création du PPA devenu MTLD à la suite des massacres du 8 Mai 1945 et qu'avait présidé Ahmed Mezghena après que Messali fut privé de ses droits civiques par l'administration coloniale. Il dira en substance que ce parti fondé en 1937 a été par la suite «enterré» en 1954 par celui-là même qui l'a créé, c'est-à-dire par Messali Hadj. Ce dernier lui a de fait substitué l'Organisation spéciale (OS) et le Mouvement national algérien (MNA) qui a servi d'armée contre-révolutionnaire puisqu'elle a combattu les troupes du Front de libération nationale (FLN) en lutte contre le colonisateur français dès 1954.

Cet épisode douloureux de l'histoire révolutionnaire du pays qu'est la lutte fratricide entre le MNA et le FLN, qui a causé des pertes colossales dans les rangs des nationalistes révolutionnaires, a été soulevé par M^{me} Ighilahriz, suscitant un malaise dans la salle.

L'évocation d'un tel pan de l'histoire contemporaine du pays a fait remonter à la surface les facettes les plus sombres de la guerre d'Indépendance.

Pour revenir à l'historique du PPA, Zoheir Ihaddadène dira que celui-ci constituait en réalité un prolongement du mouvement de l'Etoile nord-africaine créé en 1926 par Messali et Abdelkader Hadj Ali.

Durant cette période, qui s'étend de 1926 à 1954 date du déclenchement de la révolution armée par des dissidents du PPA, le parti a fait sienne la devise selon laquelle «ce qui a été pris par la force ne peut être repris que par la force».

Y. D.